

Mons, le dindon de la farce d'une liaison ferroviaire vers Paris

RTBF Info - 20 oct. 2017

Mons est-elle en voie de devenir un terminus? - © Belga - Philippe Bourguet

Pantois, le premier échevin montois Nicolas Martin (PS) avoue être resté pantois quand il a entendu la réponse du Ministre-Président wallon Willy Borsus (MR) à sa question sur la restauration d'un ligne de chemin de fer à grande vitesse des villes wallonnes jusqu'à Paris...

Comme à l'époque cette suppression avait été présentée comme provisoire, Nicolas Martin est revenu à la charge en demandant au Ministre-Président ce qu'il comptait mettre en œuvre pour la restauration de cette ligne.

La réponse du Ministre-Président n'a pas fait sauter de joie le Député montois "on nous parle aujourd'hui d'une possible mise à l'étude d'une ligne classique qui relierait Namur à Paris en passant par Charleroi, Maubeuge et Jeumont. Cela signifie que cette ligne ne serait plus à grande vitesse".

Et Nicolas Martin de déplorer le fait que la Wallonie, définitivement cette fois, ne serait plus reliée à Paris malgré les liens qui unissent les wallons à la Capitale française que ce soit culturellement ou économiquement.

Avec cette option "non seulement on isole complètement la ville de Mons historiquement reliée à Paris depuis 150 ans, mais on condamne en plus définitivement toutes les liaisons directes de la cité du Doudou avec la ville lumière".

Pour Nicolas Martin les intérêts wallons n'ont pas été défendus comme ils auraient dû l'être au niveau Fédéral et, dans ce dossier, il regrette surtout la frilosité du Ministre-Président wallon à défendre les intérêts de la Région.

Si De Facto, rien n'est encore décidé, l'homme politique montois pointe le fait que les seules pistes sur la table ne sont "pas satisfaisantes" étant donné que la suppression de cette ligne rapide pénalise aussi bien le chef d'entreprise qui "descendait" toutes les semaines à Paris, que l'étudiant ou le touriste.

Le 1er avril 2015, le gouvernement fédéral supprimait la ligne wallonne du Thalys pour la sécuriser. Une approche qui étonne le député wallon Nicolas Martin (PS) qui relève "qu'en Flandres des lignes similaires avaient fait l'objet de mesures de sécurisation mais que là-bas cela n'avait pas entraîné la suppression des lignes à grande vitesse" et de citer les lignes du côté d'Anvers et des Pays-Bas.

Cette décision surprend d'autant plus le député montois que "la ligne wallonne du Thalys rencontrait un réel succès avec un taux de remplissage de 50 à 60% mais il y avait manifestement une intention communautaire du gouvernement fédéral, précise-t-il, visant à la suppression de cette ligne".

Nicolas Martin évoque ainsi le fait que la ligne Thalys flamande, qui partait d'Ostende, ne marchait pas, qu'elle avait un taux de fréquentation d'à peine 10%. Pour lui, la ligne wallonne, qui était prospère, a été sacrifiée sur l'autel du communautaire.

Vincent Clérin